

Démission en masse de policiers suite au “lâchage” de Macron

Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 14 décembre 2020

Source [Valeurs actuelles] Parmi eux, 130 agents ont déposé une demande de rupture conventionnelle à Grenoble.

Les propos tenus par Emmanuel Macron ne passent définitivement pas. Le président avait abordé dans une interview-fleuve à Brut les « violences policières » et les « contrôles au faciès ». Il avait notamment promis la création d'une plateforme de signalement des discriminations lors des contrôles de police - qui sera gérée par l'Etat, le Défenseur des droits et des associations. Le but sera de « *dénoncer ces faits de manière très simple, unique et nationale* », avait évoqué Emmanuel Macron. Face à ce qui pourrait être perçu comme un « lâchage », 180 policiers sont maintenant prêts à quitter leurs fonctions en Isère. Ils ont chacun déposé une demande de rupture conventionnelle, rapporte France 3 Auvergne Rhône-Alpes. Yannick Biancheri, secrétaire départemental du syndicat Alliance Police Isère, l'a annoncé ce dimanche 13 décembre à la chaîne de télévision. Il a précisé que parmi ces 180 gardiens de la paix, 130 d'entre eux sont basés à Grenoble.

« *Comment va-t-on faire pour assurer la sécurité de tout un chacun ?* », s'interroge Yannick Biancheri, qui a rappelé qu'il manque 138 policiers dans le département. Il a donc réclamé le soutien d'Emmanuel Macron « *et non l'inverse* ». Brice Gajeau, délégué départemental SGP Unité Police, a renchéri, toujours auprès de France 3 : « *On veut des gestes, on veut des actions, on veut des lois, des règlements qui protègent le flic.* » Yannick Biancheri, lui, a demandé une « *peine minimale pour toute agression de policier* ».

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)